

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 04/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYDEME

1 rue Jacques Callot
57600 Morsbach

Références : ST-AVOLD_SYDEME_2025-02-04_RAPVI-incendie_MED_MCB_01055
Code AIOT : 0006206580

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement SYDEME implanté Ancien Carreau Sainte Fontaine 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 02/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 14 janvier 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action 2025 "prévention des incendies dans le secteur des déchets".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYDEME
- Ancien Carreau Sainte Fontaine 57500 Saint-Avold

- Code AIOT : 0006206580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SYDEME exploite sur le site de Sainte-Fontaine situé sur les communes de Saint-Avoid et Freyming-Merlebach une installation de transit de déchets recyclables, une installation d'entreposage et de broyage de déchets de bois et une installation d'entreposage et de broyage de déchets verts.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 7.2.4.1 (partiel), 7.2.4.2 (partiel) et 7.5.3 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Robins d'incendie armés (RIA)	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 7.2.4.1 (partiel) et 7.2.4.2 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Entreposage de déchets issus de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 44 (partiel)	Demande d'action corrective	2 mois
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2013, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Formation et exercice incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Entreposage des déchets de bois non broyés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 7.2.4.1 (partiel) et 7.2.4.2 (partiel)	Sans objet
4	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 7.2.4.1 (partiel) et 7.2.4.2 (partiel)	Sans objet
5	Propreté	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 2.3.1 (partiel)	
10	Etat des déchets stockés	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats réalisés lors de la visite du 14 janvier 2025 que :

- la détection incendie a fait l'objet de travaux suite aux modifications du site (centre de tri ==> centre de transfert). Des observations sont soulevées par CEMIS dans ses rapports de vérification de la détection incendie. De nouveaux travaux sont envisagés en 2025 afin que la détection incendie soit conforme aux nouvelles dispositions applicables à compter du 1er janvier 2026 (cf. point de contrôle n°1) ;
- les RIA ne sont plus alimentés depuis 2023 et n'ont pas été vérifiés en 2024 (cf. point de contrôle n°3)
- des déchets doivent être évacués (bouteilles GNV vides, extincteurs vides, pneus, déchets verts issus de l'élagage des arbres du site) (cf. point de contrôle n°6) ;
- le plan de défense incendie est incomplet (cf. point de contrôle n°7) ;
- le personnel et les sous-traitants doivent être formés aux risques liés aux installations, aux conduites à tenir en cas d'incident/accident, aux moyens de lutte contre l'incendie (cf. point de contrôle n°8) ;
- les déchets de bois non broyés sont entreposés le long des limites du périmètre ICPE sans présence de mur ou de dispositif séparatif. (cf. point de contrôle n°9).

Sur les points de contrôle n°3, 7, 8 et 9, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité.

Sur les points de contrôle n°1 et 6), l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs des actions réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 7.2.4.1 (partiel), 7.2.4.2 (partiel) et 7.5.3 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 7.2.4.1 (partiel)</u> "L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, définis sous la responsabilité de l'exploitant, tels que : - un système de détection d'incendie ; [...]"
<u>Article 7.2.4.2 (partiel)</u>

"Les moyens de secours feront l'objet de vérifications annuelles par une personne qualifiée. Leurs résultats seront consignés sur un registre. [...]"

Article 7.5.3 (partiel)

"L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ([...] système de détection [...]) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications."

Constats :

Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté :

- que le bâtiment "recyclables" est équipé d'une détection incendie ;
- qu'un contrôle de la détection incendie a été réalisée par SIVIHE le 17 juin 2024 mettant en évidence de nombreux défauts ;
- qu'un contrôle de la détection incendie a été réalisée par CEMIS le 26 juin 2024 mettant en évidence que :
 - la détection incendie dans le hall 1 du bâtiment "recyclables" est opérationnelle suite à intervention ;
 - la détection incendie dans les halls 2 et 3 du bâtiment "recyclables" est hors service ;
- un bon de commande du 21 octobre 2024 signé pour des travaux de remise en état de la détection incendie dans le hall 2 du bâtiment "recyclables" par CEMIS. Les travaux sont prévus les 16, 17 et 20 janvier 2025.

L'exploitant a indiqué qu'une enveloppe budgétaire de 170 k€ sera présentée en avril 2025 lors du vote du budget par le syndicat pour mettre en conformité la détection incendie du bâtiment "recyclables" et du bâtiment "accueil/atelier/mise en balles cartons" avec les nouvelles obligations réglementaires applicables au 1er janvier 2026.

Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a transmis :

- le bon d'intervention de CEMIS relatif au contrôle de la détection incendie le 4 mai 2022 mettant en évidence que le système de sécurité incendie est fonctionnel à l'exception du déclencheur manuel DM41 de la zone 5 mis hors service par l'exploitant car il est dans une zone de travaux ;
- le bon d'intervention de CEMIS relatif au contrôle de la détection incendie le 25 janvier 2023 mettant en évidence que le système de sécurité incendie est fonctionnel à l'exception des 6 déclencheurs manuels hors service car liés aux cabines de tri qui ne sont plus utilisées et vont être démontées.

Par courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis le bon d'intervention de CEMIS relatif aux travaux réalisés du 16 au 20 janvier 2025 sur le système de sécurité incendie au niveau des halls 2 et 3 du bâtiment "recyclables". Le compte-rendu met notamment en évidence que :

- l'intervention a été réalisée (remise en état du câblage des lignes de détection, fourniture/pose/raccordement de 7 déclencheurs manuels, remplacement d'un déclencheur manuel, fourniture/pose de batteries pour l'aspirant du hall 3) ;
- des réparations essentielles/mises à jour sont nécessaires (prévoir le remplacement du système aspirant du hall 2 du bâtiment "recyclables" dont le moteur est hors service,

prévoir le nettoyage des tubulures dans les halls 1 et 3).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois les justificatifs des actions réalisées pour lever les observations soulevées par CEMIS dans ces rapports de vérification de la détection incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 7.2.4.1 (partiel) et 7.2.4.2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 7.2.4.1 (partiel)</u> "L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, définis sous la responsabilité de l'exploitant, tels que : [...] - deux poteaux incendie situés à moins de 80 mètres de l'entrée du site [...] Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel."
<u>Article 7.2.4.2 (partiel)</u> "Les moyens de secours feront l'objet de vérifications annuelles par une personne qualifiée. Leurs résultats seront consignés sur un registre. [...]." Constats : Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté : <ul style="list-style-type: none"> la présence sur le terrain (contrôle par sondage) des poteaux incendie (275, 371, 372, et 374) ; la vérification le 6 juin 2023 et le 16 avril 2024 des poteaux incendie par la société SIVIHE mettant en évidence que les 6 poteaux (275, 371, 372, 373, 374, 172-7) sont en bon état et délivrent un débit supérieur à 60 m³/h à 1 bar. Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a : <ul style="list-style-type: none"> transmis un plan justifiant que 2 poteaux incendie (275 et 1726) sont situés à moins de 80 m de l'entrée du site ; indiqué que les poteaux incendie sont certifiés NF. Par conséquent, ils disposent d'un système de purge mécanique lors de la fermeture de la vanne. Lorsque la vanne de purge est fermée, le poteau n'est donc pas sous eau et par défaut hors gel. Le plan ETARE du 4 mars 2015 précise que les poteaux incendie 371, 372, 373 et 374 sont sans

pression et qu'il convient d'actionner le bouton à côté du poteau incendie 371 pour permettre l'alimentation du réseau par le gestionnaire du réseau d'eau (SEE).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Robinets d'incendie armés (RIA)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 7.2.4.1 (partiel) et 7.2.4.2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.2.4.1 (partiel)</u> "L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, définis sous la responsabilité de l'exploitant [...]. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel."</p> <p><u>Article 7.2.4.2</u> "Les moyens de secours feront l'objet de vérifications annuelles par une personne qualifiée. Leurs résultats seront consignés sur un registre. [...]."</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence sur le terrain (contrôle par sondage) de RIA dans le hall 1 du bâtiment "recyclables" ; la vérification le 4 avril 2023 de 5 RIA dans le le bâtiment "recyclables" mettant en évidence qu'ils ne sont pas alimentés ; l'absence de vérification des RIA en 2022 et 2024 ; la sollicitation au dernier trimestre 2024 de 4 entreprises pour remettre en état les RIA ; la réception par l'exploitant d'un seul devis pour remettre en état les RIA. <p>Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> être en attente d'un 2ème devis pour fin janvier 2025 ; que, au vu du montant à engager, cette commande pourra être validée avant le vote du budget 2025 du syndicat prévu en avril 2025. <p>L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai de 1 mois certaines dispositions de l'article 7.2.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié en ce qui concerne les RIA.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 7.2.4.1 (partiel) et 7.2.4.2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 7.2.4.1 (partiel)</u> "L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, définis sous la responsabilité de l'exploitant, tels que : [...] - extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles, toujours facilement accessibles et visiblement signalés. [...] L'exploitant s'assurera trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue, aisément accessibles et en bon état extérieur. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel." <u>Article 7.2.4.2 (partiel)</u> "Les moyens de secours feront l'objet de vérifications annuelles par une personne qualifiée. Leurs résultats seront consignés sur un registre. La date de vérification des extincteurs sera portée sur une étiquette fixée à chaque appareil. [...]"
Constats : Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté : <ul style="list-style-type: none">• la présence sur le terrain (contrôle par sondage) d'extincteurs de 6 ou 9 kg ;• la vérification le 29 mars 2023 de 45 extincteurs par la société SIVIHE• la vérification le 8 avril 2024 de 37 extincteurs par la société SIVIHE avec 6 extincteurs dont la charge a été complétée et 6 extincteurs remplacés.• l'absence de contrôle trimestriel des extincteurs pour vérifier qu'ils sont bien à la place prévue, aisément accessible et en bon état extérieur. Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a transmis la feuille d'émargement mise en place en janvier 2025 relative au contrôle trimestriel des extincteurs du site et a indiqué que la vérification interne sera réalisée avant le 24 janvier 2025. Par courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis le fichier de contrôle trimestriel interne des 35 extincteurs réalisé le 23 janvier 2025 (33 extincteurs en bon état, 2 en état moyen et 1 en mauvais état) L'exploitant a précisé que l'extincteur (n°29), identifié en mauvais état était dédié à l'armoire électrique de la presse à balles qui a été démantelée et n'est plus reliée électriquement au tableau TGBT.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 2.3.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : "[...] L'ensemble des installations est maintenu propre [...]"
Constats : Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté la présence de nombreux déchets "recyclables" sur le sol de la cour à l'arrière du bâtiment "recyclables". Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a indiqué que l'intervention d'une balayeuse est prévue d'ici le 24 janvier 2025 afin de ramasser les déchets. Par courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis une photographie mettant en évidence le nettoyage de la cour extérieure à l'arrière du bâtiment "recyclables".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entreposage de déchets issus de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 44 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : <u>Article 44 (partiel)</u> "L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits. [...]" <u>Note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets du 27 avril 2022</u> "La durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés même s'ils sont entreposés sur le site de production. Ces délais résultent de l'application de la directive n°1999/31/CE relative aux décharges, transposée en droit national par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Si les durées d'entreposage sont supérieures, les installations relèvent d'un classement en installations de stockage de déchets sous la rubrique 2760."
Constats : Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté :

- l'entreposage de plusieurs dizaines pneus dans le hall 2 du bâtiment "recyclables" ;
- 1 benne de 30 m³ remplie de pneus usagés à l'extérieur du périmètre ICPE mais au sein du site du SYDEME ;
- l'entreposage en extérieur sur une zone en enrobé devant l'entrée du hall "mise en balle cartons" du bâtiment "accueil/atelier/mise en balle cartons" de 3 extincteurs vides ;
- l'entreposage en extérieur sur une zone en enrobé devant le bâtiment "accueil/atelier/mise en balle cartons" de plusieurs dizaines de bouteilles de gaz naturel pour véhicules (GNV) vides entreposées
- les déchets verts issus de l'élagage des arbres en 2024 ont été laissés sur place au niveau de l'espace vert situé le long du bâtiment "recyclables" ;
- l'entreposage en extérieur sur une zone en enrobé de dizaines de balles de cartons sur une zone non autorisée.

Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a indiqué que :

- l'évacuation de la benne de 30 m³ de pneus est prévue d'ici le 24 janvier 2025 par le prestataire qui a été sollicité ;
- l'évacuation des pneus entreposés dans le hall 2 du bâtiment "recyclables" sera également réalisée d'ici le 24 janvier 2025 ;
- les bouteilles de GNV vides seront évacuées d'ici fin mars 2025 par 2 opérateurs du SYDEME formés à réaliser ces opérations ;
- les extincteurs vides seront évacués par le prestataire le 20 janvier 2025 ;
- la dizaine de balles de cartons entreposée dans le hall 3 du bâtiment "recyclables" a été évacuée le 15 janvier 2025 ;
- les balles de cartons entreposées à l'avant du bâtiment "accueil/atelier/mise en balles" ont été évacuées les 16 et 17 janvier 2025 ;
- les déchets verts entreposés le long de l'espace vert longeant le bâtiment "recyclables" seront évacués par le prestataire début mars 2025.

Par courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis :

- les justificatifs de l'évacuation des balles de cartons situées dans le hall 2 du bâtiment "recyclables" ;
- les justificatifs de l'évacuation des balles de cartons situées à l'avant du bâtiment "accueil/atelier/mise en balles" ;
- la photographie justifiant que les pneus ne sont plus entreposés dans le hall 2 du bâtiment "recyclables"

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois les justificatifs des actions prévues (photographies, bordereaux de suivi de déchets,...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2013, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 5

"Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion."

Article 13 (partiel)

"Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations nouvelles et existantes selon les modalités précisées dans le tableau suivant, [...]"

Article 5	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/07/2024
-----------	--

[...]"

Constats :

Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'exploitant a présenté le "dossier accueil sécurité" en version papier mis à jour en janvier 2025.

L'inspection des installations classées a constaté qu'il manque :

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à compléter le plan de défense contre l'incendie.

Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a transmis le courriel du 20 janvier 2025 justifiant la transmission du plan de défense incendie au SDIS.

L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant dans un délai de 1 mois de respecter certaines dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Formation et exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 6

"[...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de

l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. [...]"

Article 13 (partiel)

"Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations nouvelles et existantes selon les modalités précisées dans le tableau suivant, [...]"

Article 6	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/07/2024
-----------	--

[...]"

Article 7.2.4.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié
"[...] Le personnel sera entraîné au maniement des moyens de secours."

Article 7.2.4.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié
"[...] Le personnel ayant à pénétrer sur le site sera entraîné à la lutte contre l'incendie. [...]"

Constats :

Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'exploitant a présenté le compte-rendu de l'exercice incendie réalisé le 10 juillet 2024 qui correspond plutôt à une sensibilisation des équipes aux moyens incendie et aux risques (13 personnes).

Lors de la visite et par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant s'est engagé à réaliser un nouvel exercice avant le 1er mars 2025.

Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a transmis l'extraction du plan de formation 2025 mettant en évidence :

- 41 agents du SYDEME n'ont pas été formés depuis 2018 au risque incendie ;
- tous les agents du SYDEME seront formés au risque incendie au 2nd semestre 2025 (146 personnes).

Par ailleurs, lors de la visite, une alarme incendie s'est déclenchée dans le bâtiment "recyclables". L'inspection des installations classées a constaté que le déclenchement de cette alarme :

- n'avait pas conduit les personnes à sortir rapidement et volontairement du bâtiment ;
- n'avait pas empêché un sous-traitant de vouloir intervenir sur le poste électrique du site pendant l'alarme ;
- n'avait pas empêché un opérateur de fumer sur le site et de vouloir se diriger vers le bâtiment "recyclables".

Ces constats mettent en évidence la nécessité de former les équipes et les sous-traitants à la conduite à tenir en cas de déclenchement d'une alarme incendie.

L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant dans un délai de 3 mois :

- certaines dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 ;
- certaines dispositions des articles 7.2.4.2 et 7.2.4.4 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Entreposage des déchets de bois non broyés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

"[...] les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120. [...]"

Constats :

Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les 2 stockages de déchets de bois non broyés sont situés le long de la clôture du site et l'absence de mur ou de dispositif séparatif.

L'exploitant a indiqué que les 2 stockages de déchets de bois non broyés sont situés à 0 m des limites ICPE du site mais à 17 m des limites de propriété du SYDEME.

Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a indiqué :

- que le 1er tas de déchets de bois non broyés (1300 m³ environ) sera entièrement broyé d'ici fin janvier 2025 ;
- que le 2nd tas de déchets de bois non broyés est de 5100 m³ environ ;
- que l'activité de tri/transit et broyage de déchets de bois sera progressivement arrêtée à partir d'avril 2015 sur le site de Sainte-Fontaine. Une cessation d'activités sera réalisée pour cette activité au 3ème trimestre 2025.

Par courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis les photographies de l'état des 2 stockages de déchets de bois non broyés et a précisé que le volume du 1er tas est estimé à 800 m³ le 23 janvier 2025 à 16h.

L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai de 1 mois certaines dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Etat des déchets stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 10

"Traçabilité.

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. [...]"

Article 13 (partiel)

"Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations nouvelles et existantes selon les modalités précisées dans le tableau suivant, [...]"

Article 10	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2025
------------	--

[...]"

Constats :

Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'exploitant a présenté un exemple de mail hebdomadaire de synthèse des tonnages de déchets recyclables réceptionnés et expédiés envoyé à plusieurs personnes du SYDEME.

Ce mail hebdomadaire des déchets stockés est insuffisant car il ne prend pas en compte :

- le stock de déchets recyclables ;
- tous les déchets entreposés sur le site ; il manque les déchets de verre, déchets de bois, déchets verts, cartons.

Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a indiqué que l'outil en cours de réflexion en interne pour répondre aux exigences réglementaires devrait être mis en place d'ici fin janvier 2025.

Par courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis l'état des stocks (en tonnage) des déchets (déchets de bois, déchets de verre, déchets verts, cartons, fibreux, collecte sélective) associé à un plan et établi au 18 janvier 2025. Il a également indiqué que :

- cet état des stocks est affiché à l'accueil du site depuis le 22 janvier 2025 ;
- le modèle sera modifié la semaine prochaine afin de détailler les volumes des déchets dans les différentes zones de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite